

Après l'horreur des attentats de vendredi : tenter de prendre du recul

L'état de guerre : une affirmation qui n'est qu'une confirmation

Face à l'Etat Islamique : la fin de la « posture morale » en Syrie

Les moyens : une mobilisation des énergies, un accroissement des dépenses publiques

Le bouleversement des alliances : la fin d'un modèle de direction de l'Union Européenne

PIB français : le soutien monétaire et public d'un côté, une baisse de la consommation de l'autre

Après les attentats : tenter de prendre du recul

Il n'est pas facile de prendre du recul sur des événements aussi tragiques que les attentats de Paris de vendredi. Par certains côtés, il peut même sembler cynique de chercher à évaluer les conséquences, géopolitiques, politiques, et bien sûr économiques face à l'horreur. Pourtant, les actes odieux rythment notre vie à tous et ont des conséquences qui vont au-delà de la souffrance infligée par la barbarie.

En matière politique et, encore davantage en matière économique, on se trouve face à un de ces facteurs exogènes qui remettent en question les scénarios, les conséquences de choix stratégiques ou de gestion, des tendances engagées, des comportements qui semblaient durablement établis.

Le choc ne permet pas de fixer ce qui va être une nouvelle donne sur bien des plans. On peut tenter une première approche sur deux aspects : la réalité d'une entrée en guerre, les conséquences économiques directes liées au comportement des agents économiques.

L'entrée en guerre ? Une confirmation.

Par leurs déclarations, le président de la République ou le Premier ministre ont cherché à la fois à réassurer, à rassembler, et à établir leur autorité. Cependant, on est un peu perplexe : M. Hollande nous explique que les attentats sont « un acte de guerre »; M. Valls affirme « nous sommes en guerre ». Il semblait qu'engager des armées, tuer des « cibles », ce qui est la mission de l'armée française dans le nord du Mali ou en Syrie depuis des mois, c'était précisément faire la guerre. Certes une guerre asymétrique, mais incontestablement une guerre. Les discours du moment, leur solennité, le rassemblement du Parlement en Congrès, ne font qu'apporter de la symbolique à un état de fait. Cependant, le discours, précisément, annonce un environnement différent, une ère nouvelle. On sait qu'une des caractéristiques de « l'état de guerre » est la propagande.

La posture « morale » que le gouvernement français s'est donnée pour stratégie, dans la question ukrainienne comme dans l'affaire de l'État Islamique en Syrie, ne résiste pas à un conflit. Dans une guerre, on a des ennemis et on cherche à les battre et, en l'espèce, à les éliminer. La guerre réduite à des bombardements, y compris de populations civiles, et à la déstabilisation d'un pouvoir jugé critiquable dans sa politique intérieure sur des bases « morales » (à définir par construction), c'est une pratique à la fois arrogante et destructrice. Le cas libyen l'illustre aujourd'hui de façon particulièrement sévère.

Mobilisation des énergies et des moyens : bouleversement des alliances et fin du pacte de stabilité de Maastricht

Le revirement qui se profile s'exerce sur deux grands axes.

Le premier est évidemment l'entrée en guerre sinon totale, du moins réelle. Cela signifie un effort budgétaire et au-delà une mobilisation des énergies du pays, ce qui aura un impact positif sur la croissance de l'investissement et par la dépense publique. Cela implique aussi l'installation dans un risque permanent de nouveaux attentats, de lutte continue pour les éviter. Finalement, de chocs à encaisser au gré des opérations.

Le second revirement est un bouleversement des alliances. On a du mal à comprendre l'installation de cet État Islamique, dont les Européens, les États-Unis, la Russie, l'Iran, d'une partie de ce qui reste de pouvoir en Irak, ou des grands pays du G7 se déclarent les ennemis. Le rassemblement d'une vraie coalition est la condition d'une victoire qu'on ne peut qu'imaginer totale.

C'est la fin de la géopolitique européenne menée par l'Allemagne et les États-Unis et, en particulier, les cartes sont rebattues en Europe Centrale et, plus au sud, vis à vis de la Turquie. Il est trop tôt pour cadrer les nouveaux rapports, mais les équilibres économiques et, aussi, monétaires vont être modifiés et redéfinis. L'euro de guerre ne sera plus seulement l'euro de l'Allemagne réunifiée et triomphante. M. Hollande a jeté le pacte de stabilité aux orties déclarant que « le pacte de sécurité » l'emportait sans contestation possible.

Au-delà, l'Union Européenne, qui reconstruit ses frontières, qui va se fermer aux immigrations massives, entre dans une phase bien différente, avant même la renégociation en 2016, sous la pression britannique, des conditions du membership imposées aux états membres.

Une pression sur la consommation, donc sur la croissance

Les conséquences sur le comportement des agents économiques sont à la fois plus immédiates et plus faciles à approcher en apparence. Cependant, le choc psychologique peut se développer comme il peut se corriger de lui-même. On a l'exemple des attentats de janvier dernier, qui, finalement ne semblent pas avoir freiné la croissance pas plus que l'investissement.

Il y a, comme toujours, du plus et du moins. Du côté du plus, la confiance qui se crée au fur et à mesure de la constitution et de la confirmation d'une sorte d'union nationale. Le consensus, même de façade et forcé temporairement, permet à l'économie du pays de jouer de ses atouts gagnants, qui sont très puissants. Bien sûr, il n'y aura pas de mobilisation économique générale, mais les obstacles répétés – on pense aux grèves qui sont un handicap endémique – devraient s'effacer un moment.

En sens inverse, et de façon tout à fait directe, l'impact sur la croissance va être négatif. C'est le tourisme qui est le premier en ligne de mire. La question n'est pas anecdotique. Suivant les bases de calculs, l'activité touristique et para-touristique représente 6,5 % à 7,5 % du produit intérieur brut français. Le frein à la « destination France » au plan international va se développer et, pour la clientèle nationale, il va aussi peser : la restauration qui représente la moitié du chiffre d'affaires du secteur va sans doute finir l'année sur une baisse à l'issue d'une fin d'année marquée par la prudence des clients dans les dernières semaines.

La psychologie va jouer à plein en la matière, mais, plus largement, des secteurs commerciaux entiers pourraient souffrir d'une baisse des fréquentations. Les reports vers l'e-commerce ne pourront la compenser : les marges y sont souvent plus faibles et le panier moyen mieux contrôlé par les clients. Les études indiquant une flambée de consommation sur le stress entraîné par les attentats de Madrid ou de Londres ne valent pas théorème : devant le stress, les Français épargnent. Ils n'accélèrent pas leur consommation.

La consommation porte la croissance française : sa progression en 2015 était attendue au-dessus des 1,1 % à 1,2 % globaux des estimations pour le solde du PIB. Suivant le développement psychologique de la conjoncture post-attentats du 13 décembre, la capacité de la consommation de surmonter la période de recul, va devoir être jugée. La vigueur de la reprise n'était pas telle jusqu'ici que le ralentissement n'a pas d'impact.

La Bourse de Paris flegmatique au lendemain des attentats, va pourtant devoir prendre en compte de nouvelles incertitudes

Sans doute est-on dans l'épaisseur du trait et les soutiens macroéconomiques (cycle américain, pétrole bon marché, taux bas) sont jugés plus forts par les investisseurs qui ont montré un grand flegme à la Bourse de Paris lundi. Mardi matin, elle marquait une progression de 2 % par rapport à la clôture de vendredi.

Sans doute aussi, à la dépense et à l'investissement public – avec un déficit qui va retrouver le niveau de 4 % du PIB –, l'accélération du plan d'ajustement qualitatif et de la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne, va s'ajouter pour avoir des effets d'entraînement. À terme ils pourraient effacer, et au-delà, l'impact négatif de la douloureuse actualité du moment. On a souvent souligné que le point bas du cycle américain du krach des TMT de 2000 se situait autour du 11 septembre, en amont d'une relance budgétaire et monétaire assez massive.

Pour autant, la donne changée par les attentats de Paris va bousculer bien des certitudes et va demander à tous les agents économiques – et aux marchés financiers- une prise en compte de scénarios pour le moment assez mouvants.